

Un débat français où chacun campe sur ses positions

LE MONDE | 16.05.2013 à 14h10

Par Marie-Béatrice Baudet



Delphine Batho, ministre de l'écologie du développement durable et de l'énergie, à l'Assemblée nationale, le 15 mai. | PATRICK KOVARIK/AFP

Aux dernières nouvelles, c'est un flop. Jean-François Raux, délégué général de l'Union française de l'électricité (UFE), préfère évoquer la *"chronique d'un échec annoncé"*, tandis que Benoît Hartman, porte-parole de France Nature Environnement (FNE), qui rassemble 3 000 associations, explique que *"ce n'est pas loin d'être une catastrophe"*.

En clair, le débat national sur la transition énergétique, l'un des grands chantiers du quinquennat de François Hollande qui, selon le chef de l'Etat, *"doit conduire à une société française sobre en carbone à l'horizon 2050"*, est largement plombé. Il faut dire que le contexte n'est guère favorable aux élans environnementaux. La France vient d'entrer en récession et le chômage est à son plus haut. L'écologie n'est plus une priorité gouvernementale, même si l'urgence climatique est là.

DES ENJEUX INDUSTRIELS ET ÉCOLOGIQUES COLOSSAUX

Certes, il reste encore deux mois avant que les discussions lancées le 29 novembre 2012 entre entreprises, syndicats, ONG, associations citoyennes, parlementaires, élus locaux et l'Etat ne s'achèvent. Tout est donc encore possible d'ici mi-juillet. Mais pour beaucoup, cela ressemblerait à un miracle.

A la décharge de l'ensemble des centaines d'acteurs mobilisés, l'exercice - tout le monde en convenait avant son démarrage - est loin d'être facile. En 2007, le Grenelle de l'environnement avait laissé de côté la question sensible du nucléaire. Le débat voulu par François Hollande et confié à Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, n'éluide, lui, aucune question. C'est une mise à plat inédite dont les enjeux industriels, sociaux et écologiques sont colossaux.

DÉFI INTÉRESSANT

Il s'agit ni plus ni moins, selon les ambitions affichées, de revisiter le modèle français dont les 58 réacteurs nucléaires sont la tête d'affiche. Pour y parvenir, la méthode choisie est de réfléchir non pas à partir de l'offre, comme ce fut le cas ces trente dernières années, mais à partir de la demande : quelle peut être sa trajectoire d'ici à 2050 pour tenir les engagements de Paris en matière de réduction de gaz à effet de serre, sans pénaliser pour autant entreprises et consommateurs ? Une fois ce scénario établi, il sera alors possible, selon le gouvernement, de réfléchir à une offre ad hoc, un nouveau mix, grâce à la prise en compte des économies d'énergie programmées, surtout dans le bâtiment et les transports. Les pistes avancées sont connues : réduire la dépendance de la France au pétrole, au gaz et au charbon, qui représentent aujourd'hui deux tiers de l'énergie consommée et qui pèsent sur notre déficit commercial et sur nos émissions de CO₂ ; faire grimper le poids des renouvelables ; et diminuer la part de l'atome dans la production d'électricité de 75% à 50 % d'ici à 2025, comme l'a annoncé François Hollande.

Sur le papier, un défi intéressant. En pratique, *"un combat de boxe sur un champ de mines"*, pour reprendre l'expression d'un des protagonistes. *"Si un déclic ne se produit pas d'ici mi-juillet, si les acteurs campent sur leurs postures habituelles, la France restera un vieux pays, avec un vieux système qui maintient les structures en place et n'arrive pas à penser autrement"*, déplore Bruno Rebelle, ancien responsable de Greenpeace, aujourd'hui directeur de Transitions, un cabinet de conseil spécialisé dans le développement durable, et membre du comité de pilotage du débat.

L'APPEL AU PRAGMATISME

A entendre les uns et les autres, il n'y aurait pour le moment aucun point de consensus... même pas sur un objectif de sobriété énergétique. *"Une*

ONG a présenté des travaux repris par la ministre de l'écologie, qui expliquent que, pour atteindre le facteur 4 - c'est-à-dire la division par quatre des émissions de gaz à effet d'ici à 2050 -, il fallait diviser la consommation d'énergie par deux, raconte Jean-François Raux. D'accord pour maîtriser l'énergie, mais il faut garder les pieds sur terre. C'est super de lancer le chantier de la rénovation thermique, mais les moyens financiers ne sont même pas sur la table."

Le collège des employeurs se tient à ses positions d'avant le débat, exprimées, entre autres, dans un manifeste publié dans le *Journal du dimanche* du 28 octobre 2012, signé par 98 grands patrons et destiné "à relancer la croissance et l'emploi". Le chapitre Environnement-Energie est intitulé "Lutter contre le changement climatique sans abîmer notre compétitivité". Il avance trois propositions : l'exploration du gaz de schiste ; l'appel au pragmatisme pour la mise en oeuvre de la transition énergétique, qu'il s'agisse de la réduction du nucléaire ou de la baisse des émissions de CO₂ ; et le développement de l'innovation.

DES ONG AGACÉES

Le 18 avril, Henri Proglio, le PDG d'EDF, est auditionné par le conseil national du débat. Il commence son intervention en mentionnant les "110 000 salariés" de l'entreprise publique, insiste sur la nécessaire réindustrialisation de la France, et ne répond pas quand Denis Baupin, député (Europe écologie-Les Verts), vice-président de l'Assemblée nationale, lui demande s'il a lancé les procédures pour la fermeture de la centrale de Fessenheim annoncée par le chef de l'Etat d'ici à fin 2016. Quelques jours plus tard, le 24 avril, à l'occasion d'une conférence de presse, Laurence Parisot, présidente du Medef, appelle, elle, à l'exploitation du gaz de schiste et à "la préservation du nucléaire".

La crise économique place le collège des employeurs - épaulé par celui des organisations syndicales, axé sur la préservation des emplois existants - en position de force. Les coûts du travail et de l'énergie sont les chevaux de bataille du patronat. Le moyen et le long terme ? "On verra après", explique un énergéticien qui se refuse à faire "des plans hasardeux" sur les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique.

Cette réalité crispe les ONG. Surtout lorsque Delphine Batho admet "que le sujet compétitivité ne peut pas être balayé de la main". La ministre de l'écologie dit rester confiante. Alors qu'employeurs et ONG s'interrogent sur le contenu de la future loi de programmation énergétique, issue des conclusions du débat, et débattue en principe début 2014, elle explique "que tout ce qui n'a pas fait consensus sera in fine arbitré par le gouvernement". Arguant de l'engagement de François Hollande de

toujours vouloir faire avancer les choses dans ce domaine.

UNE SOLUTION DE REPLI ?

Pour autant - est-ce déjà une solution de repli ? -, elle insiste, tout comme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales et grande ordonnatrice du débat, sur la qualité et la vivacité des débats dans les territoires. "*Loin des crispations parisiennes, les villes, les communes montrent le chemin*", insiste M^{me} Tubiana. Ce qui pourrait pousser le gouvernement à leur accorder par voie législative des marges de manoeuvre plus larges en matière de production et de distribution d'énergie. Une piste qui - si rien ne se débloquait au niveau national - permettrait d'éviter le pire.

Marie-Béatrice Baudet